

façons pour chacune d'elles. Je ne vois pas pourquoi les contribuables canadiens devraient subventionner n'importe quelle grande société. Je ne citerai pas de noms, mais certaines sociétés ont d'immenses intérêts dans le commerce du porc, de la volaille et du bétail, et ces sociétés n'ont rien de l'exploitation agricole. Je ne vois pas pourquoi nous devrions leur prêter de l'argent à quelque taux que ce soit.

Le petit cultivateur, pris dans l'étau coût-prix et dont le chiffre d'affaires ne lui permet pas d'amortir ses frais tout en faisant un bénéfice raisonnable, se trouve dans une toute autre situation. Il lui est impossible de marchander avec les sociétés de prêts, ni avec les acheteurs. Le marché des grains est dans le marasme. Le petit éleveur de porcs doit faire la concurrence aux gros éleveurs, et il ne pourra mieux la faire si nous prêtons de l'argent à ses concurrents à intérêt réduit, quel qu'en soit le taux réel.

Les petits n'ont aucune chance d'obtenir des prêts si le critère doit être la certitude du remboursement. Si la politique envisagée consiste à ne prêter d'argent que si le succès de l'aventure est assuré, aucun petit cultivateur ne pourra jamais obtenir de prêt, tout ira pour lui de mal en pis ou bien nous nous trouverons affligés d'un régime foncier féodal, ce qui me paraîtrait désastreux. Je m'étonne, lorsque j'énonce ces idées, de n'être pas appuyé par le ministre de l'Agriculture qui croit au principe de l'argent prêté sans intérêt aux petites gens.

Je ne trouve nulle part dans les mesures législatives élaborées en vertu de ces quatre lois, l'accent placé où il faudrait, c'est-à-dire sur le maintien d'une industrie agricole prospère entre les mains de petits fermiers, vivant sur leurs terres et en en tirant leurs moyens d'existence. Un système de permis agricoles nous aiderait à définir ce qu'est un fermier. Le ministre est habilité à prendre cette mesure. Son ministère a les statistiques voulues. Si l'on retenait cette idée, nous aurions une base valable qui nous permettrait d'évaluer toute mesure relative aux exploitations agricoles au Canada.

Quand on parle d'agriculture, il n'est pas nécessaire de fendre les cheveux en quatre. Au cours de la dernière campagne électorale, la propagande libérale a traité avec mépris mon honorable ami, le chef actuel du parti conservateur, en le taxant de socialiste sous prétexte qu'il voulait garantir un revenu aux Canadiens. Monsieur le président, le *Journal* d'Edmonton, qui ne passe pas pour un journal conservateur, disait ceci le lundi 3 juin: «M. Trudeau a assuré un revenu aux cultivateurs

canadiens.» Dans mon esprit, les mots «assurer» et «garantir» ne désignent qu'une seule et même chose. Les députés à mon extrême gauche, j'en suis sûr, préconisent le revenu garanti. Nous sommes donc tous d'accord que les Canadiens doivent jouir d'un niveau de vie convenable où qu'ils soient. Le premier ministre appelle cela un revenu agricole assuré, et le chef de l'opposition, un revenu agricole garanti. J'ajouterai que, sans être socialiste, quant à dépenser les deniers des contribuables pour garantir un revenu à qui que ce soit, nous devrions prendre bien soin de nous assurer qui exactement va en bénéficier.

● (3.50 p.m.)

Le gouvernement actuel s'enorgueillit d'avoir affecté un montant considérable au crédit agricole. J'ignore le chiffre exact, mais les registres indiquent uniquement pour ces comptes qu'une somme de \$915,837,195 est engagée, soit près d'un milliard de dollars. Personnellement, je ne crois pas que tout cet argent ait été judicieusement réparti. Les villages de l'Ouest canadien, comme ceux, j'imagine, des Maritimes, du Québec, de l'Ontario et de la Colombie-Britannique, souffrent d'une population insuffisante.

Les gens qui s'intéressent à l'habitation savent quel problème se pose là aussi. Ils ont accompli leur travail et ils sont en mesure de dire qu'on a tort de pousser les gens à quitter leurs terres pour les envoyer dans les villes. Le pays sera bien à plaindre lorsqu'on aura entassé dans les villes de 20 à 30 millions de personnes. La ville n'est pas l'endroit idéal pour élever une famille. Ce n'est pas l'endroit pour développer chez l'individu l'initiative dont le Canada a toujours été fier. Vivre en ville est très coûteux et malsain. Inciter les gens à vivre en ville est une mesure rétrograde.

De crainte que les députés ne pensent que je m'en tiens à critiquer, je leur dirai que j'ai une solution au problème. Le petit cultivateur peut être protégé par une politique d'aide gouvernementale, fondée sur un contingentement raisonnable par rapport à la ferme familiale. C'est la façon d'assurer un revenu agricole ou un revenu agricole garanti, appelez ça comme vous voudrez, et de permettre à ceux qui ont le plus besoin d'aide d'atteindre le niveau de vie auquel ils ont droit au Canada, surtout lorsqu'ils sont prêts à travailler. Les fermiers sont laborieux, sans aucun doute, sinon ils quitteraient leur ferme. Ils s'entasseraient dans les villes et essaieraient